

L'ELEVAGE AVICOLE FACE AUX DEMANDES DE SOCIETE : PANORAMA DES CONTROVERSES SUR L'ELEVAGE DANS QUELQUES PAYS DE L'UE ET EFFETS SUR LES MODES D'ELEVAGE ET LA SEGMENTATION DE MARCHE

Roguet Christine¹, Neumeister Delphine², Magdelaine Pascale³, Dockès Anne-Charlotte²

¹ IFIP-Institut du porc - La Motte au Vicomte - 35651 Le Rheu Cedex

² Institut de l'Elevage – 149 rue de Bercy – 75595 Paris Cedex 12

³ ITAVI – 7 rue du Faubourg Poissonnière – 75009 Paris

christine.roguet@ifip.asso.fr

RÉSUMÉ

Une analyse des controverses sur l'élevage a été réalisée en 2015 dans cinq pays d'Union européenne (Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Espagne, Italie) pour évaluer dans quelle mesure elles diffèrent entre pays et appréhender leurs impacts sur l'évolution des modes d'élevage et des segmentations de marché. L'étude a reposé sur une bibliographie et trois missions d'étude. Nous confirmons l'existence d'un gradient de préoccupations sociétales sur l'élevage, du nord au sud de l'Europe. Les débats sont très vifs au nord de l'Europe, sur de nombreux sujets (bien-être animal, santé publique, impacts environnementaux, modèles d'élevage), portés par de puissantes associations. Elles ont créé des labels pour le bien-être animal : *Beter Leven* de Dierenbescherming aux Pays-Bas, *Anbefalet af Dyrenes Beskyttelse* et *Stjerneføde* au Danemark, *Für Mehr Tierschutz* du Deutscher Tierschutzbund en Allemagne. La recherche joue un rôle actif dans les controverses sur l'élevage en formulant des recommandations et en participant à la conception de modèles d'élevage plus durables. Le pouvoir politique fixe les lignes directrices pour l'élevage de demain, renforce la réglementation, oriente les subventions pour les éleveurs et les crédits pour la recherche. Enfin, les acteurs des filières agissent sur deux plans : la communication, et la conception d'initiatives et de labels privés pour proposer aux consommateurs, à des prix abordables, des produits répondant à leurs attentes. Ces nouveaux cahiers des charges conduisent à faire évoluer les pratiques d'élevage pour une part croissante de la production nationale.

ABSTRACT

Poultry faced to societal demands: a panorama of controversies on livestock farming in some EU countries and effects on farming methods and market segmentation

An analysis of the controversies about livestock farming was carried out in 2015 in five countries of the European Union (Germany, Denmark, The Netherlands, Spain, and Italy) to evaluate how they differ between countries and to understand their impact on changes in farming methods and market segmentation. The study was based on a literature review and study tours in Germany, Denmark and Italy. We confirm the existence of a gradient of societal concerns on livestock farming, from northern to southern Europe. Controversies are very active in northern Europe on many issues (animal welfare, public health, environmental impacts, farming models), driven by powerful associations. In recent years they have created animal welfare labels: *Beter Leven* by Dierenbescherming in the Netherlands, *Anbefalet af Dyrenes Beskyttelse* and *Stjerneføde* in Denmark, *Für Mehr Tierschutz* by Deutscher Tierschutzbund in Germany. Research plays an active role in livestock controversies by formulating recommendations and participating in the design of more sustainable breeding models. Political power sets guidelines for tomorrow's livestock, strengthens regulations, directs subsidies for breeders and credits for research. Finally, the actors of the industries act on two levels: communication, and the design of initiatives and private labels to offer consumers, at affordable prices, products that meet their expectations. These new specifications lead to the evolution of farming practices for a growing part of the national production.

INTRODUCTION

Alors que la contestation des modes d'élevage s'amplifie, un recensement et une analyse des controverses sur l'élevage ont été réalisés en France en 2013 (Delanoue et Roguet, 2015). Un travail similaire a été réalisé en 2015 dans cinq pays de l'Union européenne (Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Espagne, Italie), grands pays d'élevage, afin d'observer si les débats diffèrent entre états et d'appréhender leur impact sur l'évolution des modes d'élevage et la segmentation des marchés.

L'étude s'est appuyée sur une bibliographique et une trentaine d'entretiens, en Allemagne, au Danemark et en Italie, d'acteurs des filières d'élevage, de la recherche et des associations.

La première partie de l'article expose les principaux thèmes de débats sur l'élevage dans les pays étudiés. La seconde en présente les principaux acteurs et leurs modes d'action. La conclusion tire les enseignements pour les filières animales françaises.

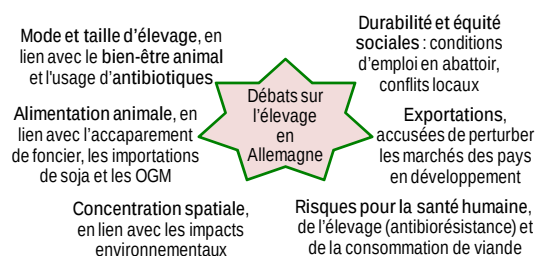
1. LES DEBATS SUR L'ELEVAGE

Le classement des controverses sur l'élevage en France en quatre registres (impacts environnementaux, bien-être animal, risques sanitaires, organisation de l'élevage), par Delanoue et Roguet (2015), se révèle pertinent pour l'analyse des débats dans les autres pays étudiés. Les sujets de débat apparaissent relativement communs entre pays, ce qui s'explique en partie par des évolutions semblables des productions animales (croissance, concentration) et le lobbying commun qu'exercent à l'échelle européenne les associations militantes de chaque pays au sein d'Eurogroup for Animals et d'European Environmental Board. Cependant, la virulence des débats varie entre pays. Ils sont très actifs dans le nord de l'Europe, sur presque tous les sujets, portés par de puissantes associations nationales. Ils le sont beaucoup moins dans les pays du sud, en particulier en Espagne. La France se situe dans une position intermédiaire. Porcs et volailles sont les premières cibles des critiques, en lien avec leur mode d'élevage (confinement, densité, nombre d'animaux).

Aux Pays-Bas, les débats concernant l'élevage portent sur (i) ses impacts sur l'environnement, problématique la plus ancienne, en lien avec une densité animale historiquement très forte ; (ii) le bien-être animal, problématique plus récente mais devenue centrale ; (iii) la santé publique avec la question de l'antibiorésistance et des épizooties et zoonoses ; et (iv) le modèle d'élevage (taille des troupeaux, accès au pâturage). Au Danemark, le trio de tête des controverses sur l'élevage est aujourd'hui l'antibiorésistance, le bien-être animal

et les impacts environnementaux. En Allemagne, après une décennie de croissance très dynamique des productions animales, leur acceptation sociale s'est effondrée depuis le début des années 2010. Les débats sont vifs sur tous les sujets (Figure 1). Ils se rejoignent dans un rejet global d'un modèle d'élevage dit « intensif », caractérisé par des concentrations importantes d'animaux, leur confinement et une suspicion sur la qualité sanitaire des produits. Enfin, dans le nord de l'Europe, la sélection génétique fait débat. Les performances zootechniques sont jugées trop élevées et causes de douleur et de mortalité. La suppression d'animaux pour raison économique (poussins mâles des volailles de ponte, porcelets chétifs, veaux laitiers mâles selon la conjoncture), est aussi très critiquée, sur un plan éthique, en Allemagne et aux Pays-Bas.

Figure 1. Débats sur l'élevage en Allemagne



En Italie, la sécurité sanitaire et la qualité des produits sont le point d'entrée des controverses sur l'élevage. L'effet de la consommation de viande sur la santé s'exprime aussi, avec une demande pour des systèmes plus en phase avec la nature et une consommation locale que traduit le phénomène Slow Food. Moins virulents que dans le nord de l'Europe, les débats sur le bien-être animal et l'environnement augmentent. En Espagne, les débats sont beaucoup moins importants, pour ne pas dire quasi-inexistants. Le risque pour la santé humaine (antibiorésistance) est le principal sujet de controverses.

2. LES ORIENTATIONS DONNEES PAR LES PRINCIPAUX ACTEURS DES DEBATS

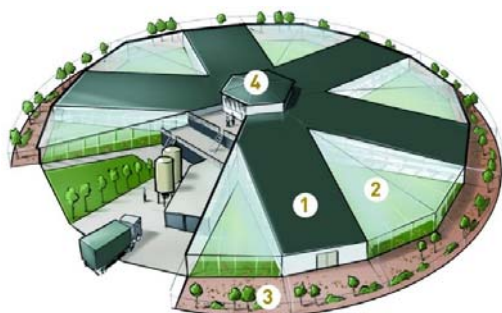
2.1. Les préconisations de la recherche

Dans les trois pays étudiés du nord de l'Europe, la recherche joue un rôle actif dans les controverses sur l'élevage. Elle formule des recommandations pour améliorer l'acceptabilité sociale des élevages et participe à la conception de modèles d'élevage plus durables. On peut citer deux exemples.

Aux Pays-Bas, l'université de Wageningen a réalisé en 2004 une étude pour concevoir des modèles d'élevage durables de poules « pour une vie meilleure des poules, des éleveurs fiers et une société satisfaite » (WUR, 2004). Un prototype a été construit, structuré en trois espaces, pouvant accueillir jusqu'à 30 000 poules (Figure 2). L'espace nuit, avec pondeurs et volières, satisfait les

besoins de première nécessité de la poule : se nourrir, s'abreuver, se reposer et pondre. Dans l'espace jour, la poule peut gratter le sol et prendre des bains de poussière. La zone boisée satisfait d'autres besoins tels que gratter le sol, explorer ou chercher un abri. Les œufs sont commercialisés en code 2 (claustration) car ils ne répondent pas aux obligations sur le plein air, mais étiquetés 3 étoiles par Beter Leven (cf. 2.3). Ils coûtent 20 % plus cher à produire qu'en conventionnel.

Figure 2. Elevage durable de poules Rondel



Source : <http://www.rondeel.org/fr/le-systeme/>

En Allemagne, Spiller et Knierim (2014) ont tracé les grandes lignes de ce que devrait être l'élevage à l'horizon 2035 pour être accepté par la société. Leurs conclusions (Tableau 2) ont été reprises dans le rapport du conseil consultatif pour la politique du ministère de l'agriculture (WBA, 2015).

Tableau 1. Recommandations pour un élevage durable sur le bien-être animal en 2035

Conditions d'élevage
(1) L'élevage strictement en bâtiment ne sera plus accepté → offrir un accès à l'air libre
(2) Structurer le bâtiment en différents domaines fonctionnels : couchage, alimentation, exercice
(3) Offrir un espace suffisant, sans immobilisation permanente
(4) Offrir des équipements et matériaux de manipulation conformes aux besoins de l'espèce
Pratiques
(5) Arrêter les mutilations et réaliser sous anesthésie les autres interventions douloureuses
(6) Mettre en place un système de contrôle obligatoire de la santé et du comportement des animaux
(7) Réduire la consommation de médicaments
(8) Elever le niveau de formation, de connaissances et de motivation des personnes en charge d'animaux
Sélection génétique
(9) Mieux prendre en compte les caractéristiques naturelles des animaux (vitesse de croissance...)

Source : Spiller et Knierim (2014), WBA (2015)

2.2. Les choix réglementaires

Dans un marché unique, les réglementations sont fixées à l'échelle européenne pour éviter les distorsions de concurrence. Mais des spécificités nationales (sensibilité, marchés) peuvent conduire certains pays à fixer des normes plus élevées. Par exemple, très exportateurs sur le marché allemand,

les Pays-Bas ont calé leurs exigences de bien-être animal et l'évolution de leurs systèmes de production sur celles de leur voisin : disparition des cages en poules (10 % du cheptel), interdiction à venir de l'époinçage du bec et de l'élimination des poussins mâles de souche ponte...

En Allemagne, l'arrivée depuis 2010, à la tête du gouvernement de la moitié des Länder, de coalitions socialistes-écologistes s'est traduite par des positions très offensives envers l'élevage et un durcissement des réglementations. A l'échelle fédérale, chaque nouveau ministre de l'agriculture rédige une charte pour l'agriculture, à partir de consultations avec les associations, les filières, la recherche et les gouvernements des Länder. Celle de 2012 avait deux priorités : la recherche de solutions pour arrêter les mutilations et l'étiquetage des viandes selon le mode d'élevage avec la création d'un label officiel (*Für mehr Tierschutz*). Celle de 2014 a fait de l'amélioration du bien-être des animaux d'élevage, porcs et volailles en particulier, une priorité. Le gouvernement encourage la « démarche volontaire obligatoire » : si les filières ne prennent pas d'initiatives, de nouvelles réglementations s'imposeront.

En Espagne et en Italie, l'agriculture ne constitue pas, ou très peu, un sujet politique. La réglementation nationale se limite à l'application des textes européens.

2.3. Les labels des associations

Dans les trois pays du nord de l'UE étudiés, les associations de protection animale ont créé ces dernières années des labels pour différencier les produits animaux selon le mode d'élevage (Tableau 2). Ils ont deux caractéristiques communes : 1) ils répondent aux demandes des citoyens et consommateurs : plus de place par animal, pas de contention, un accès à différentes zones dans les bâtiments et surtout à l'air libre (courette ou au plein air), moins de pratiques douloureuses (coupe de la queue, du bec, des cornes), une croissance plus lente... ; 2) ils proposent un gradient d'exigences, et donc de prix, avec un système d'étoiles dont le nombre augmente avec l'amélioration du bien-être animal. *Beter Leven* aux Pays-Bas a été le premier en 2007, suivi par *Für Mehr Tierschutz* en Allemagne en 2013 et par *StjerneKød* au Danemark depuis 2016. Les cahiers des charges sont consultables sur des sites dédiés. Les ventes des produits *Beter Leven* ont connu une croissance exponentielle aux Pays-Bas, passant de 22 à 473 millions d'euros de 2008 à 2013 (Ministrie van Economische Zaken, 2014). En 2015, 1 057 éleveurs produisent 20 millions d'animaux sous ce label (+18 % sur un an) dont 17 millions de poulets et 1 million de poules, des volumes néanmoins limités par rapport à la production nationale.

Tableau 2. Labels « bien-être » des ONG de protection animale

Pays	Pays-Bas	Danemark		Allemagne	
Logo					
Nombre de niveaux	3 ★ 3 = bio	1 bio	3 ★ 3 = bio	1 bio	2 ★ 2 = bio
Année de lancement	2007	1992	2016	1988	2013
Produits concernés	Viande (porc, poulet, bovin), œufs	Viande (volaille, porc, bovin, mouton, agneau), œufs	Viande (porc d'abord) puis autres produits	Viande (volaille, porc, bovin, mouton, agneau), œufs	Viande (porc, volaille)

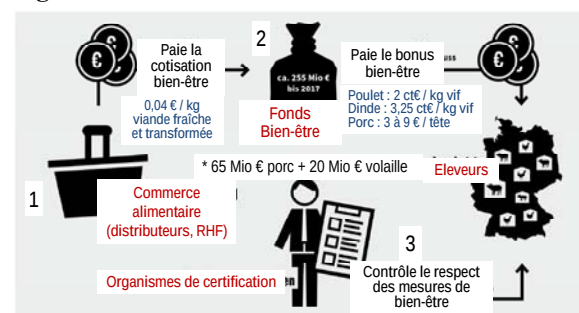
2.4. Les labels des distributeurs et des filières

Sous la pression des ONG, pour se différencier de leurs concurrents et répondre à la demande de leurs clients, les distributeurs créent leurs propres marques alliant bien-être et qualité gustative. Ils se positionnent sur le créneau de marché entre le standard à bas prix et le bio deux à trois fois plus cher. En Allemagne, l'abatteur Wiesenhof a créé en 2011 le label bien-être *Privathof Geflügel* dont les volumes sont restés confidentiels, pour un prix de vente 30 à 40 % plus cher que le poulet standard. Aux Pays-Bas, à côté d'*Eko* (bio) et *Beter Leven*, les distributeurs commercialisent de nombreuses marques pour un bien-être animal intermédiaire, souvent étiquetées Beter Leven (trois étoiles pour le bio, deux pour le plein air (*Scharrel*), une pour les autres). L'exemple du poulet est instructif. En 2012, la campagne très médiatique de l'ONG Wakker Dier contre le *Pflopkip* (le poulet standard qui grossit si vite qu'il ne tient plus sur ses pattes) a conduit la filière avicole et les distributeurs néerlandais à arrêter sa commercialisation en 2016, sur le marché domestique frais (1/3 de la production nationale) au seul profit du « poulet de demain » (*Kip van Morgen*). Ce dernier respecte des obligations pour le bien-être animal (souches à croissance ralentie, chargement plafonné à 38 kg/m², milieu de vie enrichi) et l'environnement (soja responsable, baisse des émissions d'ammoniac, sources d'énergie durable). Ces exigences sont cependant nettement inférieures à celles du niveau d'entrée (1 étoile) de Beter Leven. Malgré quelques inquiétudes, la filière avicole néerlandaise voit dans le « poulet de demain » un moyen de protéger le marché domestique contre les importations, d'exporter davantage vers le Royaume-Uni, sensible à la question du bien-être animal, et de favoriser le recrutement de nouveaux éleveurs en améliorant l'image de la production.

Lancée en 2015, l'initiative Tierwohl des filières avicoles et porcines allemandes a rencontré un vif succès auprès des éleveurs. En 2016, elle concerne un tiers de la production allemande de poulet de chair, 24 % de celle de dindes et 8 % de celle de porcs en 2016 (top agrar, 2016). Elle associe producteurs, abatteurs et distributeurs autour de

trois objectifs : permettre aux éleveurs d'investir pour le bien-être animal dans leurs élevages sans affecter leur compétitivité, éviter de nouvelles réglementations qui ruineraient toute possibilité de valoriser financièrement et médiatiquement les efforts consentis, et réconcilier élevage et société. Les éleveurs volontaires choisissent dans une liste des points à améliorer parmi lesquels, en volaille, obligatoirement plus de matériaux manipulables (paille, pierre à picorer) ou plus de place (35 kg maxi / m² en poulet). Leurs surcoûts sont compensés par des bonus versés par un fonds alimenté par les distributeurs partenaires (Figure 3). Ces derniers prélèvent quatre centimes d'euros sur chaque kilo de viande fraîche, saucisse et charcuterie, vendu dans le pays. Tous les consommateurs paient ainsi pour plus de bien-être animal, un bien commun. Dans les supermarchés ou les restaurants, les produits des élevages participant à l'initiative ne se démarquent pas des autres. Il n'y a ni étiquetage ni différence de prix.

Figure 3. Initiative Tierwohl : mécanisme financier



Source : <http://initiative-tierwohl.de/>

En Italie, les grandes entreprises (Coop, Esselunga, Verenosi, Amadori, etc.) intègrent aussi progressivement des critères de bien-être animal en volaille (viande et œufs) tel le label Campese d'Amadori (poulets en plein air). Ces labels ont presque toujours une dimension territoriale pour répondre à la demande des consommateurs italiens d'acheter local, comme en témoignent les nombreux labels territoriaux (une centaine de SIQO).

Enfin, les entreprises de la restauration prennent aussi des engagements en faveur du bien-être animal et de l'environnement dans leur politique de responsabilité sociale (RSE). Par exemple, Mc

Donald's s'approvisionne exclusivement en œufs produits en plein air en Allemagne et aux Pays-Bas.

CONCLUSION

Si les thèmes des débats sur l'élevage sont assez communs entre pays, leur virulence varie. Notre étude semble confirmer l'existence d'un gradient des préoccupations sociétales sur l'élevage, du nord au sud de l'Europe. Les controverses sont très actives dans le nord de l'Europe, sur de nombreux sujets, portées par de puissantes associations nationales. Elles le sont beaucoup moins dans les pays du sud, en particulier en Espagne. Les pays d'Europe du Nord, sous l'impulsion de la société civile, ont souvent anticipé la mise en œuvre de réglementations communautaires ou instauré des normes plus contraignantes.

Les risques pour la santé humaine et les conditions de vie des animaux en élevage sont aujourd'hui au cœur des préoccupations au nord de l'Europe. La montée de la contestation, les orientations de la recherche et des pouvoirs publics, et les initiatives de filière, conduisent à des changements de pratiques d'élevage en Allemagne et aux Pays-Bas, tout en gardant le souci de la compétitivité des filières. Au Danemark, les normes nationales sont plus contraignantes que les règles européennes (épointage du bec interdit depuis 2013, anticipation des directives) en aviculture, production peu développée par rapport au porc ou au lait. En porc, les effets d'annonce semblent l'emporter. Les acteurs économiques imaginent difficilement trouver à l'export, qui absorbe 90% de la production, la rémunération d'efforts concernant des préoccupations nationales. Mais la situation évolue comme en témoigne le lancement en 2016 du label « bien-être » *Stjerneked*.

En termes de consommation, l'attachement à la qualité organoleptique et à l'origine géographique des produits alimentaires expliquent le succès des AOP en Italie. Dans ces cas, les surcoûts induits par un élevage plus extensif sont couverts par une meilleure valorisation permise par la qualité organoleptique supérieure du produit. En revanche, les produits biologiques, plébiscités par les ONG, ont partout des parts de marché très limitées, en

raison de leur prix. De même, les niveaux les plus exigeants des labels créés par les associations de protection animale conduisent à des coûts de production et des prix de vente élevés, qui les cantonnent à un marché de niche.

Ce constat, et la pression politique les enjoignant à proposer des réponses aux attentes sociétales, a conduit les acteurs des filières du nord de l'Europe, et les distributeurs, à développer des produits étiquetés selon le mode d'élevage, à des prix plus accessibles. Leur stratégie est celle des « petits pas sur de grands volumes », comparativement à la stratégie des « grands pas sur de petits volumes » de certains labels. Il s'agit d'occuper un segment de marché entre les produits standard à bas prix et la production biologique. Leurs cahiers des charges conduisent à faire évoluer les pratiques d'élevage pour une part significative de la production. Les pays qui s'engagent sur la voie de la différenciation des produits animaux, selon le mode de production, espèrent en tirer à terme un avantage concurrentiel, en verrouillant leur marché intérieur d'une part, et en imposant leurs contraintes aux autres Etats membres d'autre part. Les filières françaises doivent être attentives à ces initiatives nationales qui s'inscrivent dans un mouvement plus général, dans l'UE, en faveur de la création d'un étiquetage selon le mode de production de la viande et du lait, à l'instar de ce qu'impose la réglementation européenne pour les œufs depuis 2003. Dans ce cas, l'étiquetage obligatoire des œufs (cage, sol, plein air) a conduit à un changement des modes d'élevage des poules pondeuses, la part des cages baissant de 80 % à 56 % entre 2003 et 2015 à l'échelle de l'UE.

En attendant, il est probable qu'à l'avenir les initiatives privées, qui se développent en dehors de tout cadre réglementaire, concerneront des volumes significatifs du marché intérieur communautaire. En s'adressant directement aux consommateurs, elles joueront un rôle vraisemblablement déterminant dans l'évolution des modes d'élevage et des segmentations de marché.

Cette étude a été réalisée dans le cadre du projet de recherche ACCEPT, lauréat en 2014 de l'appel à projets Innovation et Partenariat du CASDAR.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Delanoue E., Roguet C., 2015. INRA Prod. Anim., 2015, 28(1), 39-50.
Ministerie van Economische Zaken, 2014. Monitor Duurzaam Voedsel 2013.
Spiller A., Knierim U., 2014. Tierhaltung im Jahr 2035 aus gesellschaftlicher und tierethologischer Sicht. Präkonferenz-Workshop im Rahmen der GEWISOLA-Jahrestagung 2014.
top agrar, 2016. 5/2016, 124-126.
WBA, 2015. http://www.bmel.de/SharedDocs/Downloads/Ministerium/Beiraete/Agrarpolitik/Gutachten/Nutztierhaltung-Kurzfassung.pdf?__blob=publicationFile
WUR, 2014. <http://www.wageningenur.nl/nl/Expertises-Dienstverlening/Onderzoeksinstituten/livestock-research/Expertisegebieden/Veehouderijsystemen/Projecten/Houden-van-hennen.htm>.